

PROCÈS-VERBAL

RENCONTRE INTERRÉGIONALE

1er avril 2019

Prise de notes par Éloi Halloran et Sandrine Boisjoli

Révision par Éloi Halloran

0. Ouverture

0.1 Animation et prise de notes

Éloi Halloran et Sandrine Boisjoli se proposent pour assumer la prise de notes.

Marilou Faubert se propose pour animer la rencontre.

0.2 Adoption de l'ODJ

Adopté à l'unanimité.

0.3 Tour de table

Les personnes se présentent à tour de rôle.

Présences :

Éloi Halloran, CUTE UQAM (Région de Montréal)

Sandrine Boisjoli, CUTE UQAM (Région de Montréal)

Olivier Landry, (Région de Sherbrooke)

Marilou Faubert, CUTE-UQO Campus Saint-Jérôme (Région des Laurentides)

1. Bilans

1.1 Région de Sherbrooke

Olivier Landry étudie en sciences politiques. Il y a des difficultés quant à la mobilisation à Sherbrooke. Une scission entre les étudiant.e.s de travail social : ceux et celles qui veulent faire la grève et ceux et celles qui ne veulent pas revivre la répression de la session dernière. À Sherbrooke, iels viennent de sortir d'une semaine de grève, il se questionne quant à la reconduction. Il ne croit pas qu'il y aura une autre semaine de grève. Selon lui, le momentum à Sherbrooke est perdu.

Éloi mentionne que ce qu'Olivier rapporte va dans le même sens que ce que Rachel mentionnait à la dernière rencontre de l'interrégionale pour ce qui est de l'état de la mobilisation à Sherbrooke.

Olivier Landry souligne que beaucoup d'étudiant.e.s sont en mode easy going par rapport à la grève. Par exemple, il a même été difficile d'atteindre le quorum pour l'AG de grève.

1.2. Région des Laurentides

Marilou mentionne que dans les Laurentides, il y a le Collège Lionel-Groulx qui a eu deux journées de grève pour l'environnement, alors que le cégep saint-Jérôme n'a pas eu quorum. Donc, il n'y a qu'à l'UQO au campus Saint-Jérôme qu'il y a grève, depuis trois semaines, pour la rémunération des stages. Travail social a voté une grève des cours pour le 2 et le 4 avril et Éducation a reconduit la grève générale illimitée pour une troisième semaine de grève des cours. Marilou ajoute qu'elle est seule à mobiliser le campus. Certaines étudiantes se sont impliquées cette semaine, mais elle sent un essoufflement. Selon elle, les étudiantes ont surtout perçu les semaines de grève comme des journées de congé et non comme du temps pour se mobiliser. C'est la semaine dernière qu'il y a eu plus de motivation et de mobilisation de la part des étudiantes. Par ailleurs, les stagiaires ne sont pas impliqués du tout (à l'UQO Campus Saint-Jérôme c'est une grève des cours qu'il y a), elles ont probablement peur d'échouer leur stage. Selon elle, il faut miser sur la solidarité, ce n'est que partie remise, puisque c'est le premier souffle de militantisme qu'il y a au campus Saint-Jérôme. Elle est somme toute surprise de la mobilisation. De plus, le Collège Lionel-Groulx est très motivé et mobilisé, les militant.es aident beaucoup à ce que la grève pour la rémunération des stage ait lieu.

1.3. Région de Montréal

Éloi mentionne qu'à l'UQAM, plusieurs associations étudiantes étaient en grève. Le CUTE UQAM a insisté et misé sur la grève des stages qui a été bien effective. C'est une grève nouvelle et difficile à porter, l'énergie était donc surtout mise sur les tournées des milieux de stage. Éloi fait un retour sur l'avis de grève qui servait à récolter les signatures des étudiant.es qui respectent le mandat de grève et aussi les noms des stagiaires ainsi que leur milieu de stage. La première semaine, c'était une simple tournée de milieux de stage qui était organisée quasiment tous les jours. La tournée des milieux de stage de la deuxième semaine de grève a été plus concentrée sur les milieux problématiques, surtout dans les écoles où des stagiaires recevaient des menaces d'arrêt de stage. Il fait aussi un retour sur le backlash qu'il y a eu avec les établissements scolaires qui n'ont pas réussi à être en grève (Saint-Laurent et ADEESE par exemple). Il serait intéressant d'analyser pourquoi ces votes n'ont pas passé. Il croit que c'est lié à la semaine de grève des stages de la session dernière. Ensuite, les stagiaires de l'UQAM se mobilisent beaucoup, parce qu'ils vivent des menaces de la part de leur milieu de stage, de leur superviseur.e, etc.

Sandrine souligne que l'UdeM a été en grève la première semaine, mais les reconductions étaient liées à un plancher qui a seulement été atteint jeudi, notamment avec le vote de grève au Cégep du Vieux Montréal. La dernière AG du CVM s'est bien passée. L'accent a été mis sur le 2 avril, journée mondiale du travail invisible. Ça permet de lier la campagne aux luttes plus larges pour la reconnaissance du travail reproductif gratuit et de mettre un terme à la campagne sur une bonne note.

2. Reprises et répression

Éloi demande s'il y a eu une grève des stages à Sherbrooke et aux Laurentides.

Olivier souligne que le mandat de grève des cours a été respecté, notamment lors des levées de cours où il y avait peu d'étudiant.es. Par contre, certain.es profs ont envoyé des lectures à faire ou des powerpoint à étudier afin de reprendre les cours. En ce moment, c'est surtout travail social qui font du travail de mobilisation, car ce sont elleux qui sont les plus réprimé.es. Cependant, il sait que les professeur.es en travail social ont voté un mandat pour soutenir la rémunération des stages.

Marilou souligne que c'est une bonne question. À l'UQO Campus St-Jérôme, il y a beaucoup d'appuis et de sympathie à la cause. Il n'y a pas l'enjeu de la reprise des heures de stages cependant.

Olivier se demandait si les étudiantes sage-femmes ont pensé amener leur répression sur la place publique?

Marilou mentionne qu'un article a été écrit sur ce sujet (des étudiantes ont fait la grève le 15 mars dernier et elles sont en situation d'échec, car elles n'ont pas été à leur examen qui valait pour 70% de leur note). De plus, lors de la rencontre avec les représentant.es du ministre aujourd'hui, il a été mentionné de la répression que vivent les stagiaires et les étudiant.es. Elle mentionne qu'il pourrait y avoir des actions, comme des cybermanifs, afin de visibiliser les répressions et menaces que subissent les stagiaires.

Éloi souligne qu'il y a eu des cybermanifs et des actions qui sont répertoriées sur Militant.e.s pour la grève des stages ou sur la page de l'Association des étudiantes en pratique sage-femme.

Olivier ajoute qu'il trouve dommage que travail social garde leurs problèmes à l'interne. Selon lui, il y aurait un plus grand impact si ceux-ci sortaient ces pressions et ces menaces à l'extérieur de l'université.

Éloi souligne que ça prend beaucoup de travail d'organisation alors peut-être qu'elles n'ont pas le temps de faire des communications avec les médias.

Olivier surenchérit en disant que les personnes en travail social ont aussi des problèmes avec la direction, ce qui expliquerait pourquoi les répressions ne sont pas sorties de la sphère privée.

Sandrine souligne qu'il y a beaucoup de répression à l'UQAM, notamment des arrêts de stage. Ce sont surtout les enseignant.e.s-associé.e.s qui sont problématiques. Une rencontre avec le Bureau de la formation pratique aura lieu afin que les stagiaires n'aient pas à reprendre leurs heures et qu'ils soient tous.tes traité.e.s de la même manière. Il s'agit de trouver des solutions. L'une des solutions serait de trouver des enseignant.e.s qui pourraient recevoir des stagiaires. La répression prend la forme de courriels et de menaces qui sont une forme d'harcèlement psychologique. Un tract et une

manif interne ont eu lieu pour faire de la pression sur les départements. Le syndicat des profs a réagit et il y a du travail à faire selon ce syndicat pour leurs membres. Tout ça a eu un impact, mais c'est à voir. Il y aura des actions plus larges si rien ne se passe, notamment avec les médias. L'idée serait de rendre publique les menaces si elles continuent.

3. Comité de liaison

Marilou souligne qu'elle, Mathilde, une étudiante de Québec et une étudiante sage-femme étaient à une rencontre avec le ministre aujourd'hui (1er avril 2019). Le but était de discuter des pistes de solution pour l'avenir. D'ici 30 jours, le ministre va sortir la nouvelle concernant les stages, si le gouvernement accepte d'accorder du financement aux stagiaires ou non. Donc, iels ont discuté aujourd'hui des diverses stratégies qui seront apportées et Marc-André (représentant du ministre) a discuté de ce qu'il souhaitait amener au Ministre, avec l'avis des coalitions et des fédérations.

De beaux chiffres ont été sortis, sur la base d'un recensement des stages de la formation professionnelle, du collégial et de l'université, où il manque des chiffres cependant. Cela dit, c'est à l'université qu'il y a le plus de stages et d'heures de stages. Donc, c'est problématique qu'il manque autant de chiffres et de précisions alors que c'est à cet endroit qu'il y a le plus d'heures de stage.

De plus, le représentant du ministre a sorti des chiffres par rapport à ce qu'est un stage d'observation, un stage d'acquisition et un stage de mise en oeuvre. Elles ont critiqué cette catégorisation, car c'est assez flou. Un stage d'acquisition ressemble fortement à un stage de mise en oeuvre.

Discussion longue sur les scénarios possibles (1) "Encadrement et protections offertes aux stagiaires" et 2) "Compensation financière")

1. Diverses pistes de solution : mise en place d'une convention nationale de stages (contrat entre les stagiaires, les milieux, les écoles et le gouvernement) pour une conformité dans les milieux de stage. Il s'agit du projet le plus facilement applicable par le gouvernement, qui passera avant la compensation. Cependant, un contrat de stage existe déjà entre le milieu de stage, le la stagiaire et son établissement scolaire. Ce que cette "solution" changera sera simplement un logo du Québec présent sur les contrats de stage afin d'assurer la conformité des stages.
2. Le projet de loi de la FECQ et de l'UEQ prendrait beaucoup de temps, un minimum de 12 mois. Si la LNT est ouverte, beaucoup d'autres groupes que les stagiaires feront des revendications, ce qui va ralentir le processus.
3. Compensation financière proposée, mais elles ont réitéré la revendication du statut de travailleur.euse.

Marc-André a ajouté que si les Coalitions ou les fédérations ont des trucs à ajouter, elles peuvent envoyer le tout à Emmanuelle Bérubé, qui est la personne de liaison, d'ici la fin de la semaine.

Ensuite, le ministre choisira parmi ces demandes lesquelles il exécutera. C'est pourquoi il semble important d'envoyer nos demandes afin qu'elles fassent partie des mesures possibles.

Éloi se demande la pertinence d'envoyer nos revendications, puisque le gouvernement semble aller uniquement vers la compensation financière.

Marilou dit qu'en effet, ce sera la compensation ou rien.

Olivier a un regard différent, car il est en sciences politiques. Le minimum de 12 mois n'est pas sérieux. En tant que législateurs, ils passent seulement un projet de loi et c'est la fonction publique qui fait le travail. Il ne suffirait que d'un vote. Il faut faire attention à la CAQ. Il ne faut pas laisser la pression, car la CAQ n'est pas là pour aider les stagiaires.

Marilou souligne que c'est vrai. Le représentant du ministre connaissait les représentants de l'UEQ et de la FECQ alors qu'il était un peu condescendant avec les déléguées des coalitions régionales.

Éloi mentionne que finalement les représentant.es du ministre ont simplement redit les mêmes affirmations.

Marilou dit qu'il ne répondait pas à beaucoup de questions, parce que ça ne concernait pas son ministère. Elle ajoute que la FECQ et l'UEQ posaient de bonnes questions, qu'elles ont enfin compris pourquoi il faut exiger la rémunération des stages et le statut de travailleur.se qui vient avec le salaire.

Éloi ajoute que la FECQ et l'UEQ souhaite vraiment reprendre le mouvement, même avec des possibilités de jours ponctuels de grève. Il le voit parmi les membres de l'AFESH où une personne a proposé d'arrêter la grève et de plutôt se solidariser avec l'UEQ (partager la pétition, participer à l'élaboration du projet de loi ou d'autres documents, participer à Stagiaires en soldes). Il aimerait aussi avoir plus de précisions sur les "bonnes questions" que ces deux associations nationales ont posées.

Marilou répond que c'était aux niveaux des technicalités. Elle dirait que certaines personnes des fédérations nationales y croient vraiment alors que d'autres sont là pour être là.

Olivier se demande si le paradoxe de la définition des stages en éducation qui ont été compensés pour favoriser l'obtention des diplômes a été souligné, car cela revient à ne pas favoriser la réussite dans les autres programmes.

Sandrine souligne que la compensation n'aide pas vraiment les stagiaires en éducation, notamment à cause du faible montant et de sa réception en deux temps. Elle se demande si ce serait une bonne option d'amener cela, car la compensation nuit beaucoup. Beaucoup de stagiaires sont déçu.e.s par

la compensation. Plusieurs stagiaires étaient contre la grève, mais après avoir vu tout le trouble qu'il y a avec cette compensation, les stagiaires sont plus enclines à exiger une rémunération.

Olivier souligne que ce n'était pas dans une optique de pousser la compensation, mais de souligner des contradictions. Jouer sur le fait qu'ils disent qu'ils veulent la santé mentale, mais pas vraiment.

Éloi est d'accord avec Sandrine. Selon lui, il faut camper le débat sur la santé mentale et le travail invisible qui y est rattaché. Le fait aussi qu'une compensation n'aide pas les stagiaires et, donc, qu'il faut exiger la rémunération des stages et le statut de travailleur.se.

4. Perspectives

Éloi explique qu'il aimerait qu'on discute de comment on voit la suite, les mobilisations possibles ou futures, etc.

Marilou voit que le mouvement s'essouffle. La structure décentralisée fonctionne à Montréal, mais c'est plus difficile en région, notamment par manque d'effectifs. Si le mouvement continue, elle se battra, mais elle se demande si ses collègues le feront également. Elle ne croit pas que la mentalité hors Montréal est prête pour la grève des stages. Ses collègues semblaient motiver à se mobiliser la session prochaine. Elle croit que ses collègues sont intéressées à faire des actions afin de sensibiliser la population. Cependant, elle voit difficilement comment les stagiaires feront la grève. Elle ajoute que la lutte pour la rémunération des stages existe à l'UQO au Campus de Saint-Jérôme, car elle a énormément mobilisé les étudiantes. Ainsi, si elle n'est pas là la session prochaine, elle voit difficilement comment la lutte pourra continuer. Elle ne peut pas parler pour le CLG. Cela dit, il y a eu un creu de mobilisation après 2012 dans les Laurentides. C'est une première expérience pour beaucoup d'entre elleux.

Olivier mentionne que son propos ira dans le même sens que Marilou, la décentralisation ne va pas bon train à Sherbrooke. Il trouve difficile de mobiliser les stagiaires face à leur grève, car il n'y a pas de porte-parole efficace et clair.e. En 2012, par exemple des personnalités charismatiques ont expliqué le mouvement et ont aidé à mobiliser les étudiant.es. Il croit que le fait qu'il y ait l'UEQ, la FECQ et les CUTE qui organisent la grève crée des divisions dans le mouvement et du flou.

Il faudrait probablement mobiliser plus pour chercher plus de personnes. Ce sera tranquille d'ici la fin de session, mais peut-être à l'automne.

Marilou ajoute que le mouvement décentralisé qui a été porté par Montréal reste montréalocentrisme malheureusement. C'est très difficile de rejoindre tout le monde en région et le fait de ne pas avoir de figure charismatique n'a pas aidé à avoir plus d'étudiant.es mobilisé.es. Selon elle, s'il y avait eu un ou une porte-parole, il y aurait eu plus de gens mobilisés. Elle sait que l'organisation en ce moment souhaite se distancier des fédérations. Cependant, des portes-paroles auraient aidé à propager et grandir le mouvement.

Olivier est d'accord avec tout cela.

Éloi trouve le tout intéressant, il inviterait tout le monde à faire des bilans afin de permettre au mouvement de devenir meilleur. Il croit à la décentralisation et à l'organisation autonome comme meilleur moyen de combattre le montréalocentrisme. Sinon, par rapport aux perspectives, il est lui aussi pessimiste. La session a commencé avec un vote contre la GGI, cependant par la suite il y a eut une semaine de grève 35 000 étudiant.es en grève. Il trouve intéressant aussi qu'il n'y ait pas de personnes portes-paroles, car cela permet d'avoir plusieurs différentes personnes non hommes cis prendre la parole. De plus, il ajoute que c'est une lutte très offensive et féministe, ce qui est une première dans l'histoire du mouvement étudiant. Finalement, il croit que les espaces que sont la Coalition montréalaise et le CUTE UQAM seront dissouts. La lutte existe depuis maintenant 3 ans et les personnes sont exténuées. Il croit aussi qu'il faut aussi s'écouter.

Marilou souligne que cela a éveillé des flammes de militantisme. Par exemple, Amélie, Sandrine et Anne-Sophie lui ont permis de se mobiliser. On a pu créer de nouveaux réseaux post-2012. Il faut quand même reconnaître l'importance et les atouts de ce moment.

Sandrine ajoute que c'est également une première grève des stages. La GGI n'est pas passée à l'ADEESE pour ça notamment. Il y a également l'effet 2012, qui fait peur. La grève des stages a son lot de particularités, notamment en ce qui concerne la mobilisation. Elle a hâte au bilan pour faire l'analyse de ce mouvement féministe. Le fait que ce soit une majorité de femmes qui mènent le mouvement et qui parlent dérange. Lorsqu'elle parle de la rémunération des stages, elle est remise en questions, mais pas ses collègues masculins. Elle croit aussi qu'un mouvement autonome et décentralisé est favorable, notamment pour ne pas que ce soit des hommes porte-paroles qui prennent la parole pour des femmes.

Marilou se pose la question concernant le mouvement décentralisé si c'était dans l'optique de faire parler des femmes.

Sandrine souligne que l'organisation décentralisée permet aux coalitions de choisir qui parle. À la coalition montréalaise, il a été décidé que ce serait des personnes non homme cis qui allaient prendre la parole.

Éloi répète qu'il est vraiment important de faire des bilans, il trouve important qu'il y ait des bilans écrits afin que tout le monde puisse accéder à ces réflexions. Surtout qu'il est essentiel d'avoir le bilan des régions afin de sortir de ce montréalocentrisme.

Olivier est d'accord avec les bilans, surtout qu'il a l'impression que c'est pas mal la fin du mouvement de grève.

Marilou ajoute que la prochaine rencontre de la Coalition laurentienne est le 14 avril, iels auront donc le temps et le moment pour faire un bilan.

5. Prochaine rencontre

Coalition laurentienne : 14 avril

Coalition montréalaise : 3 avril

Sandrine souligne que des bilans seront fait à l'interCUTE. Cette rencontre aura lieu à la fin avril ou au début de mai. Le but des coalitions était d'élargir les espaces d'organisation pour la rémunération des stages, notamment pour les groupes qui n'étaient pas pour le salariat étudiant.

Éloi ajoute que l'interCUTE est un bon moment pour faire des bilans, mais des réflexions peuvent aussi être faites de manière individuelle.

Éloi souligne que les rencontres interrégionales devraient être rediscutées au sein des coalitions, car il constate une non-participation de plusieurs régions. Il est difficile d'organiser les rencontres et peut-être qu'elles n'ont plus sens.

Olivier mentionne que les rencontres Interrégionales sont essentielles pour rester au courant des dernières débouchées et informations que chaque Coalition a.

Marilou est d'accord avec Olivier. Selon elle, la non-participation est peut-être liée au fait que tout le monde est fatigué.

Olivier surenchérit en disant qu'ils sont en fin de session. Donc, les étudiant.es ont pas mal moins de temps et d'énergie.

Éloi comprend qu'il y a plusieurs facteurs qui font en sorte que les gens ne viennent pas au rencontre. Cependant, reste qu'il faut avoir des réflexions sur ce manque de participation et aussi sur l'avenir des rencontres, car nous ne sommes plus en tant de grève. Donc, il ne croit pas qu'il vaille la peine de faire une rencontre chaque semaine, comme c'était censé l'être.

Marilou souligne que la rencontre de la coalition laurentienne aura lieu le dimanche 14 avril. La rencontre pourrait avoir lieu la semaine qui suit ou plus tard pour éviter la fin de session universitaire. Elle fera un Doodle pour le 1er, le 2 ou le 3 mai (ce qui arrivera suite à la sortie du ministre prévue le 30 avril).